

## Réponse et commentaire de David Bell

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à mon ami Pierre Serna pour son essai stimulant au sujet de mon livre. Mon propos était d'inciter le débat et la discussion, ce qui n'a pas manqué de se produire, à cette occasion comme dans d'autres. Quoique l'essai de Pierre Serna soit « résolument critique », il envisage mon livre avec sérieux, et se rapporte à lui d'une manière provocante. D'où ma reconnaissance.

Cela dit, je crains que Pierre Serna m'ait mal compris à plusieurs reprises. Il me prête l'idée selon laquelle « la France aurait été responsable d'un dérèglement 'civilisationnel' grave », et réitère cette accusation à plusieurs reprises (selon lui, j'estimerai qu'« un seul pays, en l'occurrence la France, ait fait basculer l'histoire des conflits », en faisant « de la France et de son empereur les responsables exclusifs d'un phénomène qui les dépassent largement... »). Pierre Serna me reproche un procès d'intention : « Il est bien vain de pointer tel ou tel pays [...] pour lui infliger le fardeau de la responsabilité d'une entrée tragique de l'ère contemporaine ». Il suggère par ailleurs, d'une manière plutôt contradictoire, que si jamais l'accusation devait être lancée, elle s'adresserait plutôt à la Grande-Bretagne (« il est impossible d'exonérer l'Angleterre d'une prise d'initiative déterminante dans ce nouveau conflit ») ; accusation qui en viendrait par la suite à être partagée par les États-Unis.

J'aimerais savoir à quel endroit, dans mon livre, je désigne la France ou la Révolution française ou Napoléon comme « responsables » de la guerre totale. Au sujet de Napoléon, j'écris qu'« il était successivement le produit, le maître et la victime de la guerre totale » (p. 8) ; ce qui ne revient pas à lui en faire endosser la responsabilité. Comme Pierre Serna le remarque justement, j'identifie les origines culturelles de la guerre totale auprès des Lumières – les Lumières européennes, non pas françaises. Je soutiens ensuite que le phénomène se concrétisa en premier lieu lors des guerres de la Révolution française et de l'Empire. Cela n'équivaut en aucun cas à désigner un « responsable », et de fait je partage entièrement l'avis de Pierre Serna sur la vanité d'accuser tel ou tel pays. Le propos général du livre consistait à comprendre certains aspects du monde dans lequel nous vivons à l'heure actuelle, en retraçant les origines d'une dynamique politique et culturelle particulièrement destructive. Si jamais accusation a été proférée de ma part, c'est plutôt à l'encontre des dirigeants politiques actuels – notamment ceux de mon propre pays, les États-Unis –, dans la mesure où ils ont permis aveuglément que cette dynamique les mène à des aventures désastreuses, telle l'invasion de l'Iraq. Dans le livre, j'exprime également une opinion sévère à l'encontre de certains révolutionnaires français, notamment Jacques-Pierre Brissot (un jugement partagé par des historiens aussi différents qu'Albert Mathiez et François Furet). Mais en supposant que c'est en fait à la « France » ou à « la Révolution française » que je m'en prends, Pierre Serna s'est laissé gagner par une réaction nationale et politique certes compréhensible, mais néanmoins fautive.

Je regrette vivement le fait que Pierre Serna me considère comme un critique national et idéologique de la France et de la Révolution française. Quiconque lit attentivement mes livres – ainsi que mes autres écrits – peut voir clairement que mes engagements ne correspondent pas à ceux que Pierre Serna m'attribue. Est-ce qu'un nationaliste américain opposé à la Révolution française s'appuierait sur Robespierre pour critiquer George W. Bush ? (voir p. 118) D'une manière plus fondamentale, je rejette le présumé de Pierre

Serna selon lequel le fait d'étudier la Révolution française impliquerait de prononcer un jugement unitaire à son sujet. J'ose espérer que Pierre Serna, le nouveau Professeur d'Histoire de la Révolution française à la Sorbonne, ne sentira pas le besoin, en cette année 2008, d'adopter comme précepte la phrase bien connue de Jaurès : « Ici, sous ce soleil de 93 qui chauffe votre âpre bataille, je suis avec Robespierre et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins. » Beau sentiment politique, mauvaise manière d'écrire l'histoire.

C'est peut-être parce qu'il suppose que mon intention était de condamner la France et la Révolution française que Pierre Serna ne parvient pas à saisir ma définition de la « guerre totale ». Comme tout lecteur du livre peut s'en rendre compte (p. 7-9), cette définition tient à l'idée que la « guerre totale » se fonde moins sur un plan spécifique et physique de mobilisation et de destruction que sur une dynamique de radicalisation. Elle se produit dès que les sociétés en viennent à consacrer irrésistiblement des ressources de plus en plus massives au projet de destruction du régime ennemi, dans une escalade progressive ne pouvant aboutir qu'à l'effondrement et à la défaite d'une des parties en conflit. Je soutiens que cette dynamique de radicalisation dépend de l'idée spécifiquement moderne selon laquelle les grandes nations peuvent de fait être mobilisées pour de tels projets. Elle est aussi intimement liée à l'idée que la victoire serait susceptible d'apporter un changement tellement profond dans la condition humaine que tous les moyens sont justifiés pour l'atteindre. Pierre Serna se méprend sur cette définition en prétendant que je j'assimile la guerre totale à « la guerre à outrance ». Il s'égare également quand il propose de rectifier mon propos en avançant l'idée que les guerres totales ont des précédents dans les cités de la Grèce ancienne. De fait, aux p. 8-9 du livre je reconnais explicitement que ces guerres antiques constituent un précédent de la guerre totale moderne. Mais ces guerres, fondées sur une économie d'esclavage, se distinguent foncièrement des guerres entre Etats à large extension territoriale, dont le potentiel de destruction est d'autant plus accru. La guerre totale, impliquant de telles entités territoriales, demeure, je le souligne, un phénomène exclusivement moderne.

Au lieu de se pencher sur mes analyses de la guerre totale, Pierre Serna leur en superpose deux autres. D'un côté, il suggère que la vraie « guerre totale » vise à la domination économique du monde ; d'où il conclut que si le dix-huitième siècle en marqua les débuts, ce fut avec la Grande-Bretagne (qu'il s'obstine à nommer, à la manière des Jacobins, « Angleterre »). De l'autre, il prétend que la guerre totale trouve ses origines dans la sauvagerie de la guerre civile, ainsi que dans la guerre impériale contre les populations indigènes ; ce qui lui permet de nouveau d'accuser la Grande-Bretagne d'avoir forgé la matrice d'où la guerre totale aurait émergé, en raison des atrocités commises contre les rebelles Écossais et Irlandais, et les Amérindiens.

Dans sa première définition, Pierre Serna reprend assez exactement un fameux article de Carl Schmitt datant de 1937 (« Totaler Feind, totaler Krieg, totaler Staat », réédité dans *Positionen und Begriffe: Im Kampf mit Weimar-Genf-Versailles, 1923-1939*, Berlin: Duncker & Humblot, 1988, p. 235-239), qui tient de même la Grande-Bretagne pour responsable de la « guerre totale » moderne. Mais cette analyse pose deux problèmes. D'une part, la guerre navale comporte presque par définition relativement peu de victimes civiles, et implique un contingent militaire plutôt restreint si comparé à ceux impliqués dans la guerre terrestre. Aussi est-il rare de trouver dans la guerre navale le type de mobilisation et de destruction de grande envergure qu'à peu près tous ceux qui se sont penchés sur ce phénomène – hormis Schmitt –

associent à la guerre totale. D'autre part, dans la mesure où la Grande-Bretagne combattit ses guerres du dix-huitième siècle pour promouvoir le commerce, elle n'avait aucun intérêt à « réduire à néant » économiquement un pays – la France – qui constituait l'un de ses plus grands marchés potentiels. Nul doute qu'elle espérait vaincre et affaiblir la France, mais nullement la détruire ni renverser son régime (la maison de Hanovre a-t-elle jamais appelé à déloger la maison de Bourbon ?).

Pierre Serna poursuit en élaborant une origine britannique de la guerre totale, et je ne peux que signaler que je trouve ses arguments peu convaincants. Il compare le coût d'un « vaisseau de premier rang » au coût d'un *unique* fantassin ; tandis qu'il me semble aller de soi qu'il faille plutôt comparer une flotte de 120 vaisseaux avec une armée d'un million ou plus de fantassins (selon les calculs approximatifs de Pierre Serna, l'armée coûte probablement davantage). Il cite comme source les propagandistes français Bertrand Barère (que lui-même décrit comme un « Anglophobe notoire ») et Jean Chas. Et il accorde une importance trop grande à un changement de tactique à partir duquel, au dix-huitième siècle, la marine britannique se proposa de tuer le plus de matelots ennemis plutôt que de mettre hors de combat leurs vaisseaux. Je ne vois pas le rapport avec le projet de domination économique ; pas plus que je ne vois la pertinence d'une tactique qui, quoique meurtrière, paraît pour le moins ordinaire si comparée aux tactiques employées par toutes les armées de terre européennes de l'époque (en 1709 à Poltava l'armée suédoise subit un taux de pertes de 49%).

Je partage tout à fait l'avis de Pierre Serna en revanche selon lequel la lutte pour la domination économique du monde occidental, qui se déploya sur les mers à partir de la moitié du dix-huitième siècle, était un phénomène nouveau et déterminant pour l'histoire du monde. Et il est vrai que j'aurais pu insister davantage sur la relation entre ce phénomène et le développement de ce que je nomme « guerre totale ». Mais quoique ces deux choses soient liées, elles sont tout autant distinctes, et j'estime qu'il importe de les considérer en tant que telles. « Domination » et « exploitation », les termes employés par Pierre Serna pour caractériser le conflit franco-britannique étendu, ne correspondent pas à « destruction » et « extermination ».

La nécessité d'opérer des distinctions claires importe également pour l'analyse de Pierre Serna sur « la guerre civile comme déclencheur de guerre totale ». Je conviens que souvent les guerres civiles atteignent un degré de sauvagerie qui paraît les rapprocher de l'horreur de la guerre totale, et que par ailleurs elles se rapprochent à la guerre totale par le refus des participants de concéder la légitimité ou l'honneur à leurs adversaires. Mais les guerres civiles ainsi que les révoltes n'impliquent pas toujours et nécessairement une dynamique conduisant chaque partie vers la destruction totale de l'autre, et les illustrations que fournit Pierre Serna en sont de bons exemples. Le soulèvement jacobite en Écosse en 1745 et la rébellion irlandaise de 1798 mènent tous les deux à des épisodes de répression sauvage (bien que les sources françaises citées par Pierre Serna peuvent difficilement être envisagées comme des témoignages fiables). Cependant, dans les deux cas l'on se trouve face à des configurations typiques des anciens régimes européens. Après s'être assurées de la victoire militaire, les forces royales britanniques procédèrent à des châtiments conformes à l'usage dominant de la justice royale, exemplifié par la répression des révoltes paysannes de la part de la monarchie française du dix-septième siècle. Ces châtiments furent délibérément

effroyables, d'une sévérité spectaculaire, et étaient accompagnés de lourdes amendes. Mais une fois l'exemple fournit, il ne donnait guère lieu à des tentatives systématiques de destruction des régions, et d'extermination de leurs habitants. À cet égard, la répression de la rébellion en Vendée, qui eut lieu dans le contexte de la guerre totale, fut fort différente, comme l'indique le nombre de morts nettement plus élevé qu'en Écosse en 1745 ou en Irlande en 1798. Jean Chas caractérisait les opérations britanniques en Irlande en des termes que l'on qualifierait actuellement de génocidaires ; mais j'ai de la peine à trouver une raison particulière qui permette d'accréditer son interprétation manifestement partisane. Si Pierre Serna entend démontrer que les opérations britanniques en Écosse et en Irlande au dix-huitième siècle marquèrent une rupture radicale par rapport au passé, et ouvrirent la voie aux phénomènes de la guerre totale et du génocide, il lui faut pour le moins fonder ses arguments sur les meilleures études actuelles sur le sujet.

De même, Serna se doit d'être plus prudent en ce qui concerne les généralisations à propos de l'attitude anglo-saxonne à l'égard des Indiens, quand il prétend que les atrocités commises par les colons britanniques et par les États-Unis ensuite s'inscrivent dans un plan d'« ethnocide programmé ». L'on trouve nombre d'exemples de politiques d'extermination et de guerres contre les Indiens qui remontent bien avant le dix-huitième siècle, mais ces faits ne résument aucunement toute l'histoire des relations entre blancs et Indiens, comme des écrivains tel Ian Steele l'ont bien montré. Le livre de Steele : *Warpaths: Invasions of North America* (New York: Oxford University Press, 1994), est l'une des études les plus récentes et les mieux renseignées sur le sujet évoqué par Pierre Serna, et il ne corrobore pas les conclusions de celui-ci sur l'« ethnocide programmé » (pas plus que la plus récente étude sur la « guerre biologique » au dix-huitième siècle, tout accablante qu'elle soit pour les commandants particuliers – voir Elizabeth Fenn, « Biological Warfare in Eighteenth-Century North America: Beyond Jeffery Amherst », *Journal of American History*, vol. 86, n°4, 2000, p. 1552-1580). Il importe de remarquer que les colons britanniques en Amérique – de même que les colons français au Canada – avaient besoin des Indiens comme alliés militaires, guides et partenaires commerciaux. Il est anachronique de prétendre que ces colons ne voyaient chez les Indiens que des possesseurs d'une terre qu'ils convoitaient, qu'ils pouvaient éliminer à leur guise.

Bref, le dix-huitième siècle fut assurément marqué par une intensification de la lutte pour le commerce mondial entre la Grande-Bretagne et les autres puissances européennes. Il fut également marqué par l'étouffement particulièrement brutal des rébellions en Écosse et en Irlande de la part de la Grande-Bretagne. Enfin, il fut marqué par l'expansion dramatique de la présence anglo-saxonne en Amérique du Nord, aux dépens des Indiens. Mais de tels bouleversements n'équivalent pas à la « guerre totale ». Ils ne visaient pas à la destruction absolue de l'ennemi, et ils ne fournirent pas l'occasion d'une accélération incessante de la mobilisation, à travers laquelle chaque partie engage de plus en plus de ressources dans la tentative désespérée de renverser les régimes opposés. Ce type d'escalade – de radicalisation de la guerre – n'émergea pas en haute mer, ni aux marges des états-nations, ni dans les empires européens. Il se manifesta au cœur de l'Europe, entre états bien établis et rivaux, dès 1792. Cette nouvelle configuration de la guerre impliqua avant tout la France, et fut déterminée par les événements de la Révolution française. Cependant, il ne saurait être question de « faute » de la France, ou de la Révolution française. La France n'était que le lieu

où cette configuration européenne plus étendue prit place, pour la première fois et pleinement ; tout comme la France se fit l'annonciatrice de tant d'autres développements cruciaux pour l'histoire européenne. Mon souhait est que Pierre Serna et moi-même puissions au moins nous accorder sur ce point, qui nous a amené à consacrer nos vies professionnelles à l'étude de l'histoire de son pays.

David Bell, Professeur à l'Université Johns Hopkins  
(traduction de l'anglais par Nicolas Valazza)